



Gouvernement du Québec  
Ministère des Transports  
Service de l'Environnement

DEMARCHES ADMINISTRATIVES CONFORMEMENT A LA LOI  
DE LA QUALITE DE L'ENVIRONNEMENT

CANQ  
TR  
GE  
EN  
694

**MINISTÈRE DES TRANSPORTS**  
DIRECTION DE L'OBSERVATOIRE EN TRANSPORT  
SERVICE DE L'INNOVATION ET DE LA DOCUMENTATION  
700, Boul. René-Lévesque Est, 21e étage  
Québec (Québec) G1R 5H1

Montréal, le 30 octobre 1981.

☒ APPROUVÉ 30 OCT 1981

☒ RECOMMANDÉ POUR TRANSMISSION  
ET CONSIDÉRATION PAR LES  
AUTORITÉS COMPÉTENTES

A: Service de l'Environnement

De: Division des Etudes d'impacts

DANIEL WALTZ  
CHEF DU SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT

Objet: Démarches administratives conformément à la  
Loi de la qualité de l'environnement.

A partir du 30 décembre 1980, date d'entrée en vigueur du règlement relatif à l'évaluation et l'examen des impacts (A.C. 3734-80) le M.T.Q. ne peut entreprendre, tel que stipulé par l'article 31, par. a de la Loi de la qualité de l'environnement, certains types de travaux de construction (voir les conditions d'assujettissement décrites à l'annexe 1), sans obtenir préalablement un certificat d'autorisation délivré par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Ce certificat peut être considéré comme une approbation de réalisation de projet. A cette étape, la discussion porte notamment sur les corridors alternatifs et sur l'analyse de différents tracés. Le M.T.Q. doit faire clairement ressortir dans son étude d'impact que le tracé retenu est celui de moindre impact et que les mesures de mitigation proposées sont satisfaisantes. Par la suite, une deuxième approbation est nécessaire à la phase terminale du projet. En effet, l'article 22 de la loi exige un certificat d'autorisation de plans et devis de construction, les conditions d'assujettissement (voir annexe 3) sont précisées dans le règlement général (A.C. 3789-75 et modifications apportées par l'A.C. 3734-80). Ce deuxième certificat est accordé, non pas par le conseil des ministres, mais par le Directeur des services de protection de l'environnement (M.E.Q.). La décision qui a été rendue en vertu de l'article 31 lie évidemment le directeur des services de protection de l'environnement dans sa décision (Loi de la qualité de l'environnement, art. 31, par. g).

Donc, à moins qu'un projet ne soit exempté de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts, soit parce que sa réalisation doit commencer dans l'année qui suit la date d'entrée en vigueur du règlement (i.e. avant le 30 décembre 1981) (article 31 de la loi, par. f, 1er alinéa), ou soit parce qu'il y a catastrophe appréhendée ou réelle (article 31, par. f, 4e alinéa), la démarche administrative générale, prévoyant une double certification éventuelle (en autant que le projet est assujetti aux articles 22 et 31), apparaît au tableau suivant.

CANQ  
TR  
GE  
EN  
694

Service de l'Environnement  
Ministère des Transports

Note explicative: Dans le tableau ci-dessus le nombre d'intervenants nommés a été réduit à deux pour ne pas surcharger le diagramme, soit M.T.Q. et M.E.Q.. En réalité sous le Sigle M.E.Q. sont réunis des niveaux d'intervention différents notamment le Ministre lui-même, le Bureau des Audiences, le Sous-ministre et même le Conseil des Ministres ou un Conseil restreint; du côté de notre ministère comme le Service de l'Environnement est mandaté comme interlocuteur dans ce domaine environnemental nous n'avons conservé que le Sigle du M.T.Q., quoique de nombreuses unités administratives aient à coopérer.

Intervenants ou  
lieu de l'intervention

M.T.Q.

M.E.Q.

Etapes

I

AVIS DE PROJET

Définissant la nature et les objectifs du projet et les conditions d'assujettissement à l'article 31 de la Loi (voir annexe I).

II

GUIDE DE PREPARATION  
DE L'ETUDE D'IMPACT

Après consultation auprès du M.T.Q., des directives sont établies conformément aux paramètres déjà prévus dans l'A.C. 3734-80, art. 3, par. a à e, parmi lesquels il faut souligner:

Suppose de la part du M.T.Q. une détermination préalable de ces paramètres.

- objectifs poursuivis et justification;
- programmation de réalisation;
- développement connexe;
- caractéristiques techniques;
- exposé de différentes options au projet.

M.T.Q.

M.E.Q.

de même que:

- inventaire qualitatif et quantitatif des composantes de l'environnement susceptibles d'être touchées par le projet;
- énumération et évaluation des répercussions positives, négatives et résiduelles du projet sur l'environnement;
- énumération et description des mesures de mitigation.

III

ETUDE D'IMPACT

← - - - - Le ministre peut à tout moment demander à l'initiateur du projet de fournir des renseignements, d'approfondir certaines questions ou d'entreprendre certaines recherches. (art. 31, par. d de la Loi).

a) Réalisation

- consultations préliminaires (inventaires) et définitives (mitigations) auprès des différents ministères: M.L.C.P., M.A.C., M.A.P.A.Q., etc....;
- consultations internes des différents services techniques du M.T.Q.

b) Transmission d'un dossier de demande de certificat d'autorisation en 30 copies →

incluant:

- étude d'impact accompagnée d'un RESUME VULGARISE des éléments essentiels et des conclusions;
- tous documents appuyant la demande de certificat du M.T.Q. (par exemple: accord de la D.P.T.A.Q. sur le tracé retenu par l'étude d'impacts et plans préliminaires);
- autres documents décrits dans l'A.C. 3734-80, art. 12.

M.T.Q.

M.E.Q.

IV

LE MINISTRE REND L'ETUDE  
PUBLIQUE

C'est-à-dire la remet à une date «X» au Bureau des Audiences publiques (des copies de l'étude sont transmises au BUREAU DES AUDIENCES DE MONTREAL, DE QUEBEC et dans une localité concernée).

- demande au M.T.Q. d'entreprendre l'étape d'information et de consultation publique.

V

a) PUBLICATION D'UN AVIS  
DANS LES JOURNAUX

- publication à 2 reprises dans un quotidien et un hebdomadaire de la région, dans un quotidien de Montréal et un quotidien de Québec;
- la présentation et le contenu de l'avis sont spécifiés dans l'A.C. 3734-80, art. 7 et 8.

PREUVE DE L'AVIS PUBLIQUE envoyée au Ministre DANS UN DELAI DE 15 JOURS à partir de la date de parution dans les journaux.

b) RESUME VULGARISE TRANSMIS AUX MUNICIPALITES CONCERNEES.

c) DEMANDE D'AUDIENCE  
PUBLIQUE S'IL Y A LIEU

Un particulier, un groupe, ou une municipalité fait une demande par écrit au ministre en expliquant les motifs de sa demande.

PERIODE DE CONSULTATION PUBLIQUE D'UNE DUREE DE  
45 JOURS A PARTIR DE LA DATE «X»  
N.B. le ministre peut accorder une période  
supplémentaire.

M.T.Q.

M.E.Q.

VI

DECISION DU MINISTRE

- OU
- a) rejet de la demande d'audience si jugée frivole;
  - b) accepte la demande d'audience; le ministre avise alors le

BUREAU DES AUDIENCES PUBLIQUES

PUBLICITE DE L'AUDIENCE

à la charge du Bureau des Audiences Publiques.

Avis dans un quotidien et un hebdomadaire de la région concernée et dans un quotidien de Québec et de Montréal.

VII

VIII

AUDIENCE PUBLIQUE

Ces audiences ne peuvent être tenues avant 30 jours à partir du moment où le ministre a rendu l'étude publique (voir étape 4).  
RAPPORT TRANSMIS AU MINISTRE.

IX

DECISION DU MINISTRE

Délai selon que l'étude est satisfaisante ou non. ← - - -

Le ministre juge si l'étude d'impact est satisfaisante et la transmet alors au conseil des ministres.

M.T.Q.

M.E.Q.

X

CONSEIL DES MINISTRES

CERTIFICAT D'AUTORISATION  
DE REALISATION DE PROJET  
ACCORDE

- le ministre de l'Environnement y participe;
- le lieutenant gouverneur en conseil peut refuser d'accorder un certificat ou s'il accepte il peut l'assortir de conditions (par exemple: obtenir un certificat d'autorisation de la C.P.T.A.Q.) ou demander des modifications.

XI

Etape de finalisation du projet: plans de construction avec mesures de mitigation intégrées; expropriation, etc...

XII

DEMANDE DE CERTIFICAT  
D'AUTORISATION DE PLANS  
ET DEVIS DE CONSTRUCTION

Le contenu de la demande est précisé dans le règlement général A.C. 3789-75, art. 6.

XIII

C.A.C. ACCORDE

DECISION DU «DIRECTEUR DES  
SERVICES DE PROTECTION DE  
L'ENVIRONNEMENT» (sous-  
ministre du M.E.Q.)

XIV

Début de travaux de construction.

Les délais prévus à l'A.C. 3734-80 et 3735-80 (Règles de procédures relatives au déroulement des audiences publiques) sont schématisés à l'annexe 4.

## A N N E X E . 1

Conditions d'assujettissement et d'exclusion à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts (A.C. 3734-80) concernant les projets routiers.

Les projets qui sont assujettis à cette procédure prévue à l'article 31 de la Loi doivent faire l'objet d'un CERTIFICAT D'AUTORISATION.

## CONDITIONS D'ASSUJETTISSEMENT

## EXCLUSIONS

- 1) construction, reconstruction ou l'élargissement d'une infrastructure routière publique présentant les caractéristiques suivantes:
- longueur > 1 km      prévu pour 4 voies  
                                 ou plus  
                                 OU  
                                 d'emprise moyenne >  
                                 35 m

(art. 2e)

- 2) dragage, creusement, remplissage, redressement ou remblayage dans un cours d'eau visé à l'annexe A de A.C. 3734-80 ou dans un lac<sup>(1)</sup>, A L'INTERIEUR DE LA LIMITE DES HAUTES EAUX PRINTANNIÈRES MOYENNES, sur d'≥ 300 m ou pour une superficie ≥ 5 000 m<sup>2</sup>.

(ou pour tout travaux atteignant cumulativement ces seuils).

(art. 2 b).

- 3) détournement ou dérivation d'un fleuve ou d'une rivière (art. 2 c).
- 4) construction, reconstruction ou élargissement d'une infrastructure routière publique à une distance  $< 60$  m et sur une longueur  $\geq 300$  m des rives d'un cours d'eau (art. 2 g).

- 1) reconstruction ou élargissement d'une infrastructure routière publique dans une emprise pour laquelle l'initiateur est PROPRIETAIRE avant le 30 DECEMBRE 1980. (2)
- 2) travaux exécutés dans une rivière ayant un bassin versant  $< 25 \text{ km}^2$ .
- 3) drainage superficiel ou souterrain dans la plaine de débordement d'un cours d'eau visé à l'annexe A de l'A.C. 3734-80.

N.B. PAS EN VIGUEUR AVANT L'ADOPTION D'UNE DATE DETERMINEE PAR REGLEMENT.



Remarques

- 1) un lac identifié comme tel dans le Répertoire Toponymique du Québec;
- 2) avant avril 1976, l'acquisition des terrains se faisait sous l'ancienne loi de l'expropriation selon laquelle l'expropriation prenait effet au moment de la déposition du plan d'expropriation. Mais à partir de cette date pour être considéré comme propriétaire de l'emprise il faut qu'il y ait 70% du montant de l'expropriation versé à chacun des expropriés.

IMPACT



Gouvernement du Québec  
Ministère de l'Environnement  
Service d'analyses  
des études d'impact

# Avis de projet

Le processus  
d'évaluation  
et d'examen  
des impacts  
sur l'environnement

## NOTES EXPLICATIVES POUR REMPLIR LE FORMULAIRE D'AVIS DE PROJET

**Important:** L'avis de projet n'est pas une étude sommaire d'impact et, par conséquent, les renseignements doivent être inscrits de façon concise.

1. Identification du promoteur.
2. Identification de la personne responsable du projet.
3. Le promoteur inscrit de façon claire et précise le titre du projet.
4. Le promoteur mentionne les objectifs du projet, indique si celui-ci s'inscrit dans un plan ou programme de développement au niveau local, régional ou national et si certains projets connexes s'y rattachent.
5. Le promoteur mentionne le ou les endroits où le projet est susceptible de se réaliser, inscrit le numéro cadastral du lot ou des lots et ajoute en annexe une ou plusieurs cartes topographiques localisant le projet.

(À l'usage du  
ministère de l'Environnement)



Date de réception  
Dossier numéro

1. Promoteur  
Adresse

N° de téléphone

2. Responsable du projet pour le promoteur

N° de téléphone

3. Titre du projet

4. Objectifs du projet

5. Localisation du projet

### NOTE EXPLICATIVE

6. Le promoteur décrit le projet selon les différentes phases de réalisation et mentionne les principaux travaux s'y rattachant (déboisement, chemin d'accès, levés du terrain, étude du sol, expropriation, etc.).

6. Description du projet  
(phase préparatoire, phase construction, phase exploitation)

### NOTE EXPLICATIVE

7. Le promoteur indique le calendrier de réalisation qu'il entend suivre.

7. Calendrier de réalisation du projet



### NOTE EXPLICATIVE

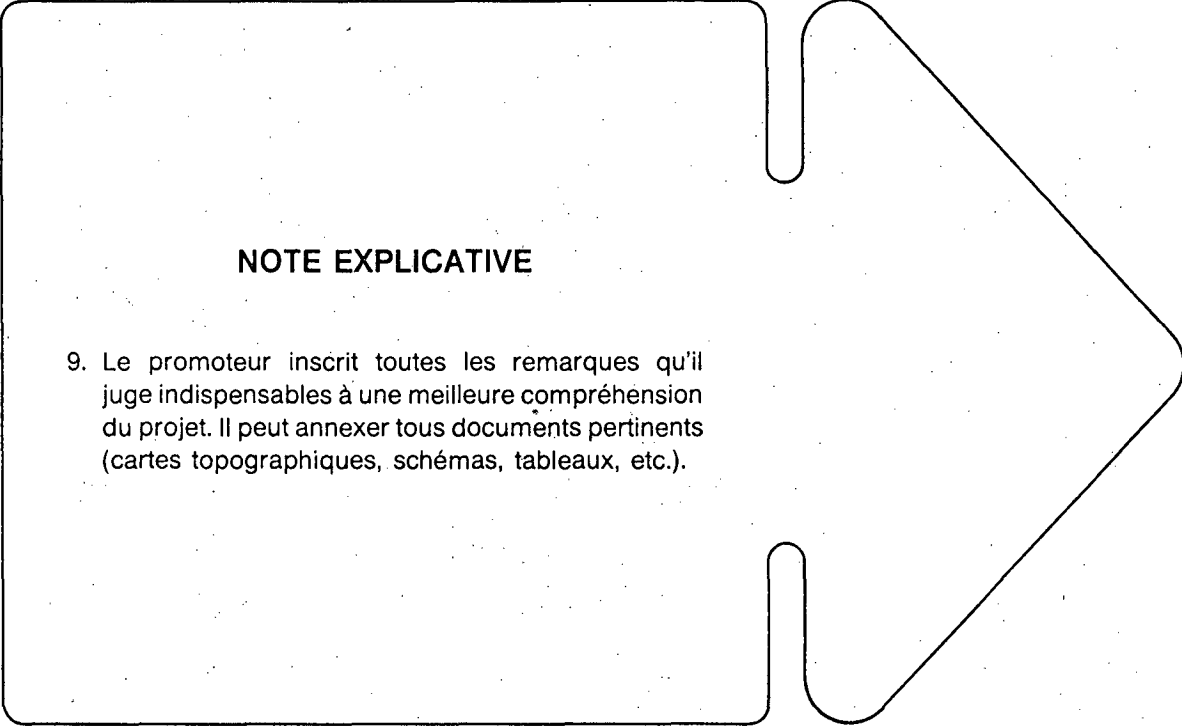
8. Le promoteur remplit le tableau synoptique d'identification préliminaire des répercussions environnementales. En premier lieu, le promoteur identifie par un crochet les activités et ouvrages prévus inhérents aux diverses phases de réalisation du projet (phase préparatoire, phase de construction et phase d'exploitation). Par la suite, le promoteur identifie au meilleur de ses connaissances les divers secteurs de l'environnement susceptibles d'être touchés par ces actions. Ce tableau ne constitue pas l'étude d'impact.

**N.B. :** Il est loisible au promoteur de modifier les paramètres du tableau afin de le rendre plus approprié à la nature du projet.

TABLÉAU SYNOPTIQUE D'IDENTIFICATION PRÉLIMINAIRE DES RÉPERCUSSIONS ENVIRONNEMENTALES

| MILIEUX D'ÉVALUATION |                    |                               |                 |                               |                 |                 |                              |            |                   |                        |                           |                |                              |  | ACTIVITÉS ET OUVRAGES PRÉVUS |  |  |  |                    |  |  |  |  |                       |  |  |  |  |  |  |  |  |  |                      | ACTIVITÉS ET OUVRAGES AUX DIVERSES PHASES DE RÉALISATION |  |  |  |  |  |  |  |  |                   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | PROJETS CONJUGUÉS |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|----------------------|--------------------|-------------------------------|-----------------|-------------------------------|-----------------|-----------------|------------------------------|------------|-------------------|------------------------|---------------------------|----------------|------------------------------|--|------------------------------|--|--|--|--------------------|--|--|--|--|-----------------------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|----------------------|----------------------------------------------------------|--|--|--|--|--|--|--|--|-------------------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|-------------------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| Effets sociaux       |                    | Effets écologiques            |                 | Effets physiques et chimiques |                 |                 |                              |            |                   |                        |                           |                |                              |  |                              |  |  |  | PHASE PRÉPARATOIRE |  |  |  |  | PHASE DE CONSTRUCTION |  |  |  |  |  |  |  |  |  | PHASE D'EXPLOITATION |                                                          |  |  |  |  |  |  |  |  | PROJETS CONJUGUÉS |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |                   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Effets sociaux       | Effets écologiques | Effets physiques et chimiques | Faune aquatique | Faune terrestre               | Flore aquatique | Flore terrestre | Population unique ou menacée | Population | Santé et sécurité | Mode de vie et loisirs | Utilisation du territoire | Patrimoine (4) | Économie locale et régionale |  |                              |  |  |  |                    |  |  |  |  |                       |  |  |  |  |  |  |  |  |  |                      |                                                          |  |  |  |  |  |  |  |  |                   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |                   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

- (1) Services : logement, installation connexe de chauffage, élimination des déchets, alimentation en eau et en électricité.
- (2) Matériel et équipement: tout ce qu'il faut pour assurer le fonctionnement continu et l'entretien des installations (par exemple, des chaudières et des systèmes de climatisation de l'air dans les bâtiments, des engins de terrassement et des camions).
- (3) Circulation: comprend avions, véhicules motorisés, chemins de fer, bateaux.
- (4) Patrimoine: comprend le patrimoine culturel, archéologique et historique du milieu.
- (5) Entreposage: comprend l'entreposage de matières premières et de produits.



### NOTE EXPLICATIVE

9. Le promoteur inscrit toutes les remarques qu'il juge indispensables à une meilleure compréhension du projet. Il peut annexer tous documents pertinents (cartes topographiques, schémas, tableaux, etc.).

9. Remarques

Je certifie que tous les renseignements mentionnés dans le présent avis de projet  
sont exacts au meilleur de ma connaissance.

Signé le

Par

A N N E X E 3

Conditions d'assujettissement et d'exclusion à l'article 22 de la Loi exigeant un certificat d'autorisation de construction (A.C. 3789-75).

CONDITIONS D'ASSUJETTISSEMENT

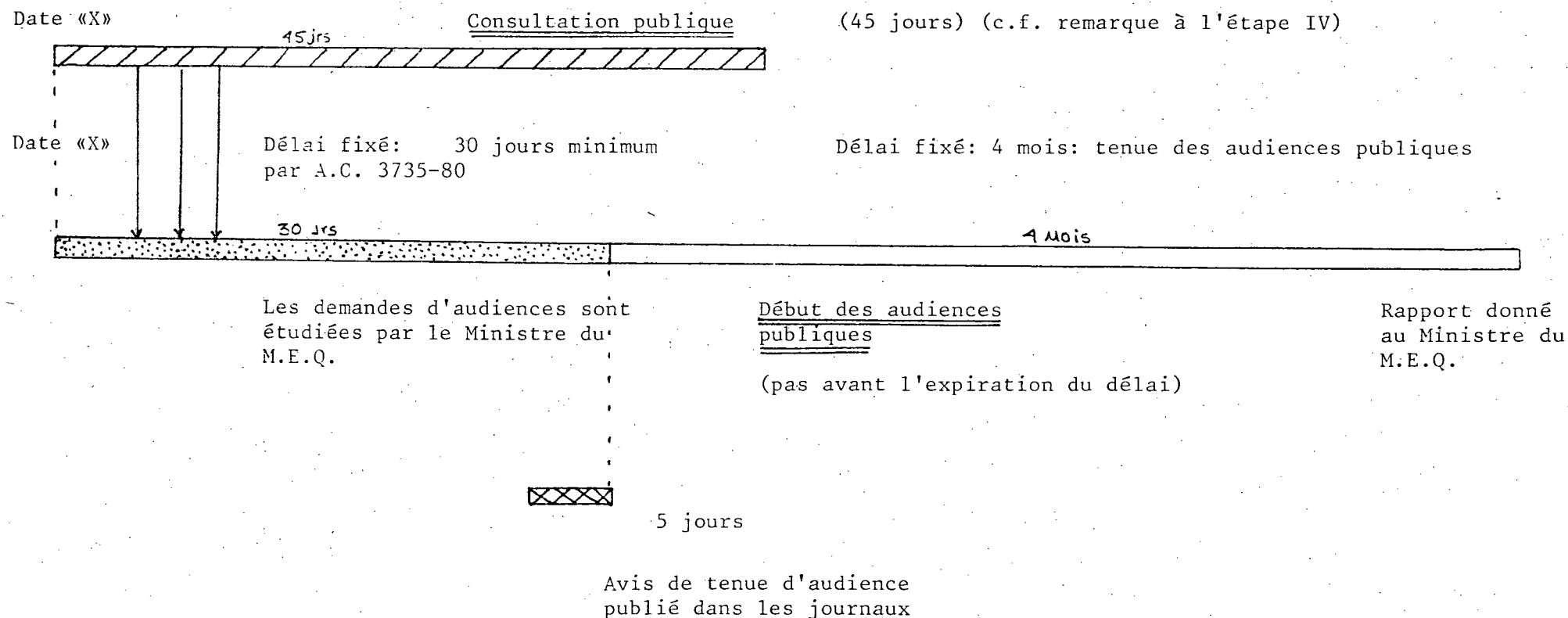
EXCLUSIONS

- 1) tout projet assujetti à l'article 31.
- 2) construction, reconstruction ou élargissement d'une infrastructure routière publique à moins de 60 m sur plus de 300 m des rives d'un cours d'eau (rivière, fleuve, lac, mer).  
  
(art. 3).

- 1) si le M.T.Q. est propriétaire de l'emprise avant le 30 décembre 1980 (voir remarque 2 de l'annexe 1).

A N N E X E 4

REPRESENTATION SCHEMATIQUE DES DELAIS PREVUS POUR LA CONSULTATION PUBLIQUE ET LA TENUE DES AUDIENCES



N.B. Pour des précisions supplémentaires sur les audiences publiques (délais, déroulement des audiences, déposition de mémoires) voir l'A.C. 3734-80.

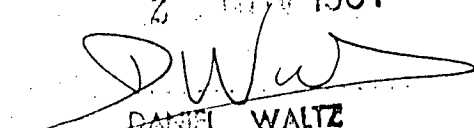


A: Service de l'Environnement

De: Division des Etudes d'impacts

Objet: Estimation du «temps nécessaire» pour  
réaliser les étapes prescrites par le  
règlement relatif à l'examen et l'évaluation  
des impacts.

23 NOV 1981

  
DANIEL WALTZ

APPROUVÉ PAR  
LE CHEF DU SERVICE  
DE L'ENVIRONNEMENT

-----  
Travail réalisé par: Claude Girard, urbaniste

Ce rapport constitue une tentative d'évaluation des délais administratifs qu'impliquent l'entrée en vigueur du nouveau règlement sur l'examen et l'évaluation des impacts adopté en vertu de la Loi de la qualité de l'environnement. De plus, nous avons essayé d'examiner certaines possibilités de situation qui pourraient le plus souvent se produire durant la démarche.

| ETAPE                                                                                                                                                           | TEMPS    |          |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|----------|
|                                                                                                                                                                 | Minimum  | Maximum  |
| I- Avis de projet envoyé au M.E.Q.<br>(préparation de l'avis par le service de<br>l'Environnement).                                                             | 1-2 sem. | 3-4 sem. |
| II- Réponse du M.E.Q. - Préparation du guide de<br>référence pour la réalisation de l'étude<br>d'impacts                                                        | 4-5 sem. | 6-8 sem. |
| III- Analyse par le service de l'Environnement<br>du guide préparée par le M.E.Q.<br>a) le service de l'Environnement après<br>analyse accepte le guide proposé | 1-2 sem. |          |

|       | ETAPE                                                                                                                                                             | TEMPS    |          |
|-------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|----------|
|       |                                                                                                                                                                   | Minimum. | Maximum  |
|       | b) le service de l'Environnement après analyse n'accepte pas le guide proposé et soumet ses commentaires au M.E.Q. pour en arriver à une entente sur le principe. | 2-4 sem. | 5-7 sem. |
| IV-   | Réalisation de l'étude d'impacts                                                                                                                                  | 26 sem.  | 52 sem.  |
| V-    | Demande de certificat d'autorisation de réalisation auprès du M.E.Q. et transmission de l'étude d'impacts au M.E.Q.                                               |          |          |
|       | - avis dans les journaux                                                                                                                                          |          | 4 sem.   |
|       | - consultation publique                                                                                                                                           |          |          |
| VI-   | Audiences publiques (*)                                                                                                                                           |          |          |
|       | a) Après consultation publique il n'y a aucune demande de la population pour la tenue d'audiences.                                                                | -        | -        |
|       | b) après consultation publique il y a demande par la population pour la tenue d'audiences.                                                                        | 16 sem.  | ? (1)    |
| VII-  | a) Emission du certificat d'autorisation de réalisation par le conseil des ministres.                                                                             | ? (2)    | ? (2)    |
|       | b) Le conseil des ministres refuse le projet (**)                                                                                                                 | ? (2)    | ? (2)    |
| VIII- | Analyse par le service de l'Environnement du certificat d'autorisation.                                                                                           |          |          |
|       | a) si le projet proposé est accepté tel que présenté au M.E.Q.                                                                                                    | 1 sem.   | 2 sem.   |

(1) Le maximum ne peut être évalué; le «16 semaines» est le délai minimum prescrit par règlement.

(2) Cette étape ne relevant pas de la compétence du M.T.Q. et comme nous n'avons pas de «précédent» actuellement dans ce domaine, nous ne pouvons estimer le temps nécessaire à la réalisation de cette étape.

(\*) Le délai inscrit sous cette rubrique comprend: - la préparation de l'audience  
- la tenue de l'audience  
- la rédaction et le dépôt du rapport du Bureau des audiences publiques au M.E.Q.

(\*\*) Si le conseil des ministres après la tenue d'audiences refuse d'émettre le certificat d'autorisation de réalisation, il faudra revenir à l'étape IV avec cependant des «temps» pouvant être moins longs dans certains cas.



|     | ETAPE                                                                                                                                                                                                                                     | TEMPS    |          |
|-----|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|----------|
|     |                                                                                                                                                                                                                                           | Minimum  | Maximum  |
|     | b) si le projet proposé est accepté sous certaines conditions par le M.E.Q. (conseil des ministres).<br>ex.: - modifications du tracé<br>- mesures de mitigation supplémentaires<br>- entente entre organismes gouvernementaux et autres. | 3 sem.   | 4 sem.   |
| IX- | Finalisation du projet                                                                                                                                                                                                                    |          |          |
|     | a) si le projet n'est pas modifié                                                                                                                                                                                                         |          |          |
|     | - s'il y a lieu, demande à la C.P.T.A.Q.                                                                                                                                                                                                  | 4 sem.   | 12 sem.  |
|     | - expropriation                                                                                                                                                                                                                           | ? (3)    | ? (3)    |
|     | - finalisation du plan de construction en tenant compte des mesures de mitigation recommandées dans l'étude d'impacts.                                                                                                                    | ? (3)    | ? (3)    |
|     | - vérification par le service de l'Environnement de la conformité des plans à soumettre au M.E.Q. pour la demande de certificat d'autorisation de construction.                                                                           | 1 sem.   | 2 sem.   |
|     | b) si le projet est modifié par le conseil des ministres.                                                                                                                                                                                 | ? (4)    | ? (4)    |
| X-  | Demande de certificat d'autorisation de construction auprès du M.E.Q. par le service de l'Environnement.                                                                                                                                  | 1-2 sem. | 3-4 sem. |
| XI- | Analyse de la demande par le M.E.Q. et émission du certificat d'autorisation de construction par le M.E.Q.                                                                                                                                | 4 sem.   | 8 sem.   |

(3) Ces sous-étapes ne relevant pas de la compétence du service de l'Environnement, il est impossible d'en faire l'estimation.

(4) Cette étape ne relevant pas de la compétence du M.T.Q. et comme nous n'avons pas de «précédent» actuellement dans ce domaine, nous ne pouvons estimer le délai qu'impliquerait une telle situation; il faudrait cependant, à notre avis, revenir à l'étape IV.

|    | <u>POSSIBILITE</u>                                                                                         | <u>TEMPS</u>          |                         |
|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-------------------------|
|    |                                                                                                            | Minimum<br>(en sem.)  | Maximum<br>(en sem.)    |
| 1) | Aucun problème avec le guide<br>Aucune audience publique<br>Le C.M.* accepte le projet sans modification   | 47 + ?<br>à<br>51 + ? | 79 + ?<br>à<br>84 + ?   |
| 2) | Aucun problème avec le guide<br>Tenue d'audiences publiques<br>Le C.M. accepte le projet sans modification | 63 + ?<br>à<br>67 + ? | 95 + ?<br>à<br>100 + ?  |
| 3) | Problème avec le guide<br>Pas d'audience<br>Le C.M. accepte le projet sans modification                    | 49 + ?<br>à<br>55 + ? | 84 + ?<br>à<br>91 + ?   |
| 4) | Problème avec le guide<br>Tenue d'audiences<br>Le C.M. accepte le projet sans modification                 | 65 + ?<br>à<br>71 + ? | 100 + ?<br>à<br>107 + ? |
| 5) | Aucun problème avec le guide<br>Tenue d'audiences<br>Le C.M. accepte le projet avec modifications          | 66 + ?<br>à<br>70 + ? | 99 + ?<br>à<br>104 + ?  |
| 6) | Problème avec le guide<br>Tenue d'audiences<br>Le C.M. accepte le projet avec modifications                | 68 + ?<br>à<br>74 + ? | 104 + ?<br>à<br>111 + ? |
| 7) | Aucun problème avec le guide<br>Aucune audience<br><u>Le C.M. refuse le projet</u>                         | ?<br><br>             | ?<br><br>               |
| 8) | Aucun problème avec le guide<br>Tenue d'audiences<br><u>Le C.M. refuse le projet</u>                       | ?<br><br>             | ?<br><br>               |

\* Conseil des ministres.

9) Problème avec le guide

?

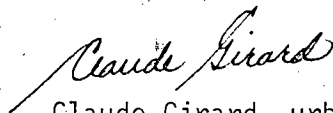
?

Tenue d'audiences

Le C.M. refuse le projet

Recommencer la procédure à  
partir de l'étude d'impacts

CG/gg



Claude Girard, urbaniste

MINISTÈRE DES TRANSPORTS



QTR A 132 878